

pêche & développement

La lettre d'information
trimestrielle
du Collectif
Pêche & Développement

n° 81
3ème trimestre 2008

Editorial

Route toute vers les QIT... et le naufrage

La Commission européenne doit le dire clairement, même si elle le cache de moins en moins, elle veut imposer coûte que coûte le système des quotas individuels transférables aux pêcheurs. Les fonctionnaires, la majorité des scientifiques et le secteur industriel sont fascinés par le modèle mis en place en Islande dans les années 80 et repris depuis par de nombreux pays, y compris en Europe. Nombre d'associations écologistes comme le WWF (à l'exception de ses représentants en France) soutiennent cette option. Le gouvernement français lui-même publie des textes en faveur de ce modèle.

Le Grenelle de l'environnement et l'affaire du thon rouge ont d'ailleurs été l'occasion de mettre en avant l'approche par les quotas individuels. Bien sûr, comme les pêcheurs, dans leur majorité, sont opposés au système, on parle d'instituer des quotas individuels administrés. C'est aussi comme cela que le modèle a été présenté en Islande avant de passer très rapidement aux quotas gérés par le marché, contre la volonté farouche des artisans.

Dans le contexte général favorable à la libéralisation (même si la crise actuelle entame le mythe), il sera difficile d'arrêter le passage au marché, car il faut mettre de la transparence et éviter les marchés clandestins. Et comment en Europe pourra-t-on organiser une politique cohérente entre des pays pratiquant les uns le marché, les autres le partage administré ? Ne soyons pas dupes, les QI préparent la voie aux QIT.

Mais, il faut aller au delà du refus des QIT. Les quotas, transférables ou non, sont-ils le seul et le meilleur moyen de gérer la ressource comme le prétendent la majorité des scientifiques et des fonctionnaires européens, comme les écologistes ? L'exemple islandais est-il si probant ? Pour le poisson vedette, la morue, c'est loin d'être évident. Depuis la mise en place des quotas, la situation n'a cessé de se dégrader et l'on annonce encore une baisse de quotas pour 2009. Par contraste, les îles voisines des Féroé qui ont adopté une approche tout à fait différente, fondée sur le contrôle de l'effort de pêche et une gestion territoriale, réussissent à mieux gérer leurs stocks. Nous avons toujours défendu ces approches fondées également sur une responsabilisation des pêcheurs. Les quotas ne sont qu'un outil parmi bien d'autres, adaptés à certaines conditions, mais en contradiction avec une réelle approche écosystémique dans le cas des pêcheries multispécifiques. Il est urgent d'ouvrir ce débat auquel nous invitent quelques scientifiques avant de s'engager dans une impasse socialement catastrophique et inefficace pour la gestion.

Alain Le Sann



Sommaire

INDE

Pour une approche des pêches
centrée sur les hommes et les femmes
qui en vivent
page 2

HAITI

La pêche artisanale souffre d'un
manque de reconnaissance
page 5

ISLANDE et FEROE

Deux modèles de gestion opposés,
l'un marche et l'autre pas
page 7

FRANCE

Il n'y a pas trop de pêcheurs en
France pour mettre en oeuvre une
pêche durable
page 7

Prix : 1.50 €

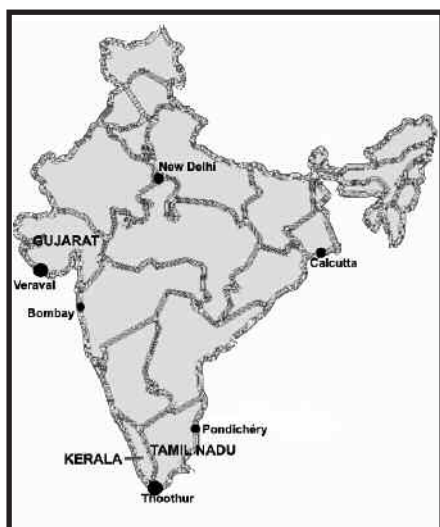
Pour une approche des pêches centrée sur les hommes et les femmes qui en vivent

Suffit-il d'augmenter les captures pour améliorer les conditions de vie des hommes et des femmes qui vivent de la pêche ? Centrer l'approche des pêches sur les seules questions de gestion des ressources permet-il de résoudre les problèmes auxquels sont confrontées les communautés de pêcheurs ?

L'analyse du cas de l'Inde est particulièrement intéressante. Ce pays a connu une croissance remarquable de ses captures en mer par l'industrialisation du secteur dans les années 60 (développement du chalutage et d'armements industriels). A partir de 1991, le pays s'est aussi engagé dans la libération des échanges, ce qui a favorisé l'essor des exportations de produits de la mer.

Nalini Nayak, sociologue et co-fondatrice d'ICSF (Collectif international d'appui à la pêche artisanale), particulièrement intéressée par les analyses de genre dans la pêche (rapports hommes-femmes), a mené une étude approfondie sur l'impact social du développement des pêches. Elle a regardé la situation sociale, spécialement celle des femmes dans deux ports qui ont suivi des modèles bien différents, Veraval et Thoothur.

Le premier est situé au Nord-Ouest du pays dans l'état du Gujarat, il s'est développé sur la base d'armements industriels hauturiers pratiquant le chalutage. C'est un port et une ville habités essentiellement par des Hindous. Le port de Thoothur se situe sur la pointe sud de l'Inde dans le Tamil Nadu. Le port est dominé par des pêcheurs artisans, traditionnels ou modernisés ; très dynamiques, ils ont su développer à la fois une pêche côtière et une pêche hauturière, mais ils ont refusé le chalut. La majorité des pêcheurs et des habitants sont chrétiens.



Situation géographique

Veraval, des milliers de chalutiers industriels

Veraval, une ville de 160 000 habitants, a fondé ses activités sur l'industrie chimique pour le textile et la pêche industrielle.

Le développement de cette activité a été largement soutenu par l'Etat. En 1951, les subventions pour les bateaux étaient de 50%, en 1962 le gouvernement a soutenu la généralisation du chalut et en 1980, il a financé la construction du port.

Conçu pour 1 200 bateaux, celui-ci accueille aujourd'hui 3 500 chalutiers. De 100 000 tonnes au début des années 80, les débarquements sont passés à 200 000 tonnes à la fin des années 90.

L'ouverture aux exportations a favorisé une hausse des prix qui a permis de multi-

plier par 6 la valeur des captures. Ils passent presque toute leur vie sur le bateau, n'ayant aucun logement à terre, ils sont invisibles.

A la fin des années 90, les captures ont sérieusement baissé du fait de la surexploitation. Les armateurs ont accusé les chalutiers étrangers, les plus puissants ont racheté les licences et les bateaux des plus faibles.

Le gouvernement n'a rien prévu pour diminuer le nombre de bateaux. Le développement de la pêche et des activités portuaires s'est fait au détriment de l'environnement, à terre comme en mer. La pollution est effrayante, la qualité du poisson débarqué s'est gravement détériorée, avec de plus en plus de poissons bons seu-



Dans un port du sud de l'Inde, photo Brigitte Enguehard, 2007

lement pour la farine ou le surimi.

lement pour la farine ou le surimi.

Un désastre social

Un tel essor qui a engendré une croissance spectaculaire des flux financiers aurait dû se traduire par une amélioration des conditions de vie des familles, des femmes en particulier. Cependant, c'est loin d'être le cas pour la majorité des familles de pêcheurs.

L'essor a surtout profité à des investisseurs extérieurs au monde de la pêche qui considèrent celle-ci comme un moyen de vivre. Ces armateurs puissants dominent les organisations de la pêche.

Les pêcheurs, dans leur majorité, sont des migrants, venus parfois de la côte Est. Ils sont salariés et non payés à la part. Peu

Les conséquences sociales du modèle de développement sont elles aussi désastreuses, particulièrement pour les femmes. Elles sont pratiquement écartées du port, et n'ont pas d'accès direct au poisson. On les retrouve cependant sur les marchés assurant la vente et sur des terrains éloignés du port, séchant les poissons de rebut dans les usines, décortiquant les crevettes.

Ces femmes des usines ne viennent pas des communautés locales de pêcheurs, elles sont issues d'autres milieux ou des ports de l'Inde du Sud (Kerala surtout). Pour toutes ces femmes, la situation est de plus en plus difficile du fait de la baisse des captures et des autres utilisations indus-

trielles des rebuts.

Les usines chinoises et taïwanaises emploient des femmes dans des conditions améliorées, mais les emplois y sont peu nombreux, beaucoup ont perdu leur travail.

Pour les femmes de patrons ne possédant qu'un chalutier, la crise de la ressource les oblige aussi à assurer de plus en plus les revenus de la famille car les charges du bateau sont de plus en plus lourdes.

L'absence d'eau, d'hygiène entraîne une forte morbidité comme les diarrhées ou la tuberculose qui touche 60% des habitants de la zone portuaire. 40% des familles n'ont pas de toilettes et les égouts vont directement à la mer. L'eau est rare et, quand elle est disponible, elle est salée.

Plus du quart des enfants sont analphabètes et plus de 45% des femmes adultes des communautés de pêcheurs sont illettrées.

Le signe le plus inquiétant de l'oppression féminine est le sex-ratio des enfants de 0 à 6 ans : 913 filles pour 1 000 garçons, ce qui veut dire que de nombreux fœtus féminins sont éliminés après échographie. Ce déséquilibre ne cesse de s'aggraver malgré les interdits.

Les femmes ne disposent d'aucun cadre organisé pour se retrouver et discuter, en dehors d'une organisation hindoue centrée sur la prière et de quelques activités caritatives.

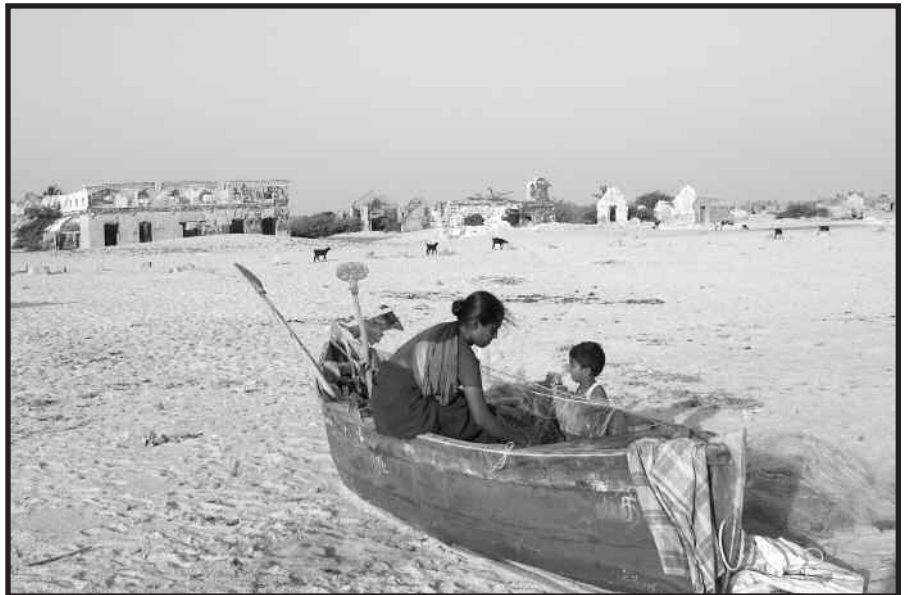
Ainsi le type de développement de la pêche a eu tendance à renforcer les inégalités sociales, l'exclusion et la domination des femmes sans résoudre les problèmes de la vie quotidienne, beaucoup de ceux-ci se sont même aggravés. La crise sociale se traduit par une augmentation des suicides. La majorité des gens n'ont pas réellement bénéficié de l'essor de la production et celle-ci est maintenant menacée par la surexploitation.

Thoothur : un port de pêcheurs artisans dynamiques

A l'opposé de Veraval, Thoothur est resté un village, à l'échelle indienne, de 20 000 habitants, entièrement dépendant de la pêche, 80% de la population en dépend directement. 50% d'entre eux sont des pêcheurs traditionnels avec des sennes de plage ou des catamarans, travaillant dans la zone côtière toute proche. Le reste se partage entre des bateaux motorisés avec des hors-bords et des palangriers hauturiers pêchant le requin et le thon. En 2003, il y avait 320 bateaux motorisés de 9 à 16 mètres.

Les pêcheurs de Thoothur sont réputés pour leur habileté et beaucoup d'entre eux sont patrons sur des bateaux de pêche hauturière dans toute l'Inde ou encore dans le Golfe Persique.

A la différence de Veraval, mais aussi d'autres pêcheurs de l'Inde du Sud, les pêcheurs de Thoothur ont refusé de s'engager dans le chalutage et sont restés fidèles au filet et à la ligne. Ils recherchent du poisson de qualité pour en tirer un meilleur



Dans un village de pêcheurs en Inde du Sud, photo Brigitte Enguehard, 2007

prix. De ce fait ils n'ont pas bénéficié des aides de l'Etat qui a concentré les subventions sur le chalutage.

Ils ont développé une activité prospère en maintenant les bases d'un système artisan. Les patrons des palangriers hauturiers sont embarqués et dégagent des revenus confortables pour eux-mêmes et leur équipage.

L'essor de la pêche sur ce modèle a permis une amélioration globale des revenus et des conditions de vie.

S'il y a encore des illettrés parmi les adultes, ce sont majoritairement des hommes (48% des chefs de famille contre 39% des épouses). Tous les enfants sont scolarisés et certains ont même accès à des études supérieures. Le niveau scolaire des filles est plus élevé que celui des garçons. Les conditions de logement, d'accès à l'eau, d'hygiène, d'accès aux soins sont correctes : 70% des maisons ont des toilettes, 86% des familles sont propriétaires de leur maison.

On peut cependant noter un fort taux de morbidité lié aux problèmes d'alimentation d'une partie de la population, signe du maintien d'un groupe de familles pauvres.

Par ailleurs, l'un des gros problèmes de santé est lié à l'utilisation du bois de feu pour la cuisine, ce qui occasionne des bronchites, de l'asthme, des cancers.

Globalement, la situation est bien meilleure qu'à Veraval, ceci est dû à plusieurs facteurs.

Le modèle de développement a rejeté le chalutage et le modèle industriel, ce qui limite les inégalités même si elles ont tendance à s'accroître.

L'essor a été financé par les pêcheurs eux-mêmes, l'Etat a joué un rôle non pour développer la pêche mais pour soutenir des mesures de développement dans le logement, la santé, l'éducation, cependant son aide a été moindre dans cette partie très excentrée de l'état du Tamil Nadu.

L'un des facteurs essentiels est cependant le cadre social. L'Eglise joue un rôle

majeur dans l'encadrement et l'organisation sociale, bien au-delà de son rôle religieux. Elle a favorisé la mise en œuvre de programmes de logement, de santé, de crèches. Cet encadrement est source de cohésion sociale, même s'il a son revers d'un fort contrôle sur les individus.

Ce contexte a favorisé l'émergence d'ONG très actives. Une organisation d'enseignants a joué un rôle important dans l'animation du village. Les organisations de femmes sont nombreuses et très liées à l'Eglise. Outre les activités de prière, elles développent des activités sociales diversifiées.

Une organisation dynamique de femmes vendeuses de poisson a été créée pour défendre leurs droits, leur accès au marché, aux bus. Les femmes mènent aussi des actions contre l'alcoolisme, la malaria, pour l'accès à l'eau, etc...

Des menaces pour les femmes

Pourtant cette apparence idyllique masque des risques de régression sociale pour les femmes, que Nalini Nayak met en lumière.

L'un des signes inquiétants est le déséquilibre du sex-ratio : 972 filles pour mille hommes dans le village en 2001 contre 993 en 1981. Le déséquilibre est moins grave qu'à Veraval, mais il contraste avec le sex-ratio dans le reste du district de Kanyakumari : 1 013 Femmes pour 1 000 hommes en 2001 contre 985 en 1981.

Comment expliquer une telle aggravation dans le village de pêcheurs de Thoothur ?

L'une des explications possibles est liée à l'articulation entre la question de la dot et le modèle artisanal dans la pêche. Le développement de la pêche se fait sur la base d'investissements de plus en plus lourds pour des bateaux de plus en plus sophistiqués. Pour les garçons, il est tentant d'exiger une forte dot pour aider au financement de l'investissement. Ceci expliquerait la crainte d'avoir des filles demandant une dot de plus en plus lourde et

favoriserait l'avortement ciblé des petites filles.

L'autre raison serait liée aux difficultés croissantes des femmes et des filles, de plus en plus éduquées, pour trouver un travail, les obligeant à migrer vers d'autres régions.

Jusqu'en 1979, des milliers de femmes étaient engagées dans la fabrication manuelle de filets, cette activité a disparu avec l'arrivée des filets synthétiques fabriqués en usines. De ce fait des milliers de jeunes filles ont migré pour aller travailler de longs mois dans les usines de crevettes, dans des ports comme Veraval. Aujourd'hui, même



Décorticage des crevettes en Inde du Sud, photo Brigitte Enguehard, 2007

cette possibilité est limitée, car les patrons préfèrent des femmes moins éduquées, moins bien payées et moins exigeantes que la main d'œuvre du Sud de l'Inde. Ainsi la sécurité économique des femmes s'est-elle dégradée.

Un développement contre les femmes

Pour Nalini Nayak, cette logique de développement de type capitaliste, fondée sur un processus continu d'accumulation de capital s'appuie sur la domination des femmes et leur invisibilité dans l'économie favorise l'apparition d'un néopatriarcat dans le cadre de l'économie moderne. Ce n'est pas la croissance de la population seule qui peut expliquer la pauvreté et la dégradation des ressources.

Dans la société traditionnelle, où la division du travail entre les genres était très rigoureuse, les femmes étaient clairement dominées, sans pouvoir dans l'organisation de la communauté, soumises dans le cadre de normes religieuses. Leurs intérêts propres liés à la vie quotidienne (toilettes, eau, énergie) étaient négligés.

Pendant, le contrôle de la commercialisation leur donnait accès à l'argent, elles avaient même souvent droit à une part de pêche en tant que propriétaires de filets. Le poids de la dot était faible ou inexistant. Les filles n'étaient pas un fardeau pour leur famille.

La modernisation de la pêche a introduit des changements brutaux qui ont pro-

fondément affecté les femmes. Il s'agit en particulier de l'introduction de nouvelles techniques, souvent avec l'appui de l'Etat (chalutage, filets synthétiques, etc).

Auparavant, l'introduction de nouvelles techniques était un processus lent, en lien avec les migrations de pêcheurs, donnant lieu à de multiples expérimentations, des débats. C'était un processus socialement contrôlé.

Les nouvelles techniques sont aujourd'hui subventionnées, introduites brutalement, sans processus de contrôle social pour en mesurer l'impact, les conséquences pour les femmes sont considérables.

Les nouveaux bateaux nécessitent des ports, le poisson y est donc débarqué au lieu des plages traditionnelles. Les femmes ont donc plus difficilement accès au poisson, d'autant plus que les débarquements sont massifs et que les femmes n'ont pas accès au crédit pour acheter.

Des centaines de femmes ont perdu leur travail dans la fabrication des filets, aucune alternative ne leur a été proposée. Le changement

des marchés a aussi affectées. Le développement des marchés urbains, et plus encore, depuis 1991, des marchés à l'exportation a entraîné une hausse des prix du poisson. Des poissons destinés aux marchés locaux et intérieurs, comme le *ribbonfish* (poisson ruban) très abondant, sont maintenant exportés dans toute l'Asie.

L'argent de ce commerce n'a pas toujours bénéficié aux femmes mais a d'abord servi à financer de nouveaux et coûteux investissements dans les bateaux et les engins de pêche. Une plus grande part des revenus de la pêche sert à l'investissement et ne revient pas aux familles.

Le développement des exportations aggrave particulièrement cette exclusion des femmes. A Veraval, les usines de crevettes n'ont pas utilisé de la main-d'œuvre locale mais des milliers de femmes migrantes elles-mêmes privées de travail sur les côtes de l'Inde du Sud. L'exportation du *ribbonfish* vers l'Asie a multiplié le prix de ce poisson par 7, les femmes les plus pauvres, qui le transformaient et le consommaient, ont perdu l'accès à ce produit bon marché.

L'extension du libéralisme ne permet pas de mécanisme de contrôle social des exportations. Ce dernier se révèle indispensable pour préserver les intérêts des plus pauvres, en particulier des femmes. Celles-ci paient donc cher le capital nécessaire à la modernisation et la perte d'accès aux marchés.

Conclusions

L'étude de Nalini Nayak a permis aux pêcheurs et aux femmes de Veraval de

prendre conscience des impasses de leur modèle de développement pour l'environnement et la cohésion de leur communauté.

Elle leur a permis de réfléchir à la manière de se réapproprier un pouvoir sur l'avenir de la pêche et de leur communauté en se basant sur quatre principes.

- Une zone côtière gérée par les pêcheurs, et non seulement la zone de pêche mais aussi l'ensemble de l'écosystème dont ils vivent et où ils vivent, à terre comme en mer.

- Identifier tous les acteurs concernés par le littoral, en lien direct ou indirect avec la pêche et analyser leurs droits sur une base historique, en particulier ceux des femmes.

- Inclure tout ce qui doit être géré de manière responsable, pas seulement la pêche, mais aussi l'eau, la santé, l'éducation, les déchets, etc...

- Clarifier le type de développement que l'on désire, analyser les contradictions entre la croissance et le développement durable pour choisir collectivement.

Tout cela nécessite de mettre en œuvre des mécanismes favorisant la participation, de telle façon que les puissants et les faibles puissent avoir un égal accès à l'expression. Il faut aussi prendre le temps nécessaire pour intégrer la complexité en articulant le social, l'économique, le politique, l'environnement, etc...

Pour les femmes de Veraval, le processus est engagé, elles ont pu s'organiser et élire des représentantes pour exposer leurs demandes et défendre leurs droits. Elles ont pu obtenir des cartes de travailleuses leur donnant accès à des aides gouvernementales.

Source : Nalini Nayak, «*Understanding the impact of fisheries development on gender relations in fisheries : the importance of reorienting the focus of fisheries management towards a more life centered and gender just perspective*», Août 2007

Alain Le Sann, août 2008



Sur le marché, Inde du sud, photo Brigitte Enguehard, 2007

La pêche artisanale souffre d'un manque de reconnaissance

Les études et autres rapports donnent une image peu reluisante de la pêche à Haïti. Des pêcheurs peu équipés... une filière mal organisée... Le secteur pêche en Haïti se caractérise tout d'abord par de faibles investissements impliquant des équipements et matériels de pêche rudimentaires. Les bateaux sont de petite taille, fragiles, sans moteur fiable et ne peuvent par conséquent pas s'aventurer très loin de la côte...

La pêche haïtienne qui repose exclusivement sur le secteur artisanal est reléguée à tort à une activité d'autosubsistance, et les pêcheurs artisans à des acteurs économiques de « second rang ».

sation s'organisent. De nouveaux acteurs interviennent pour ces marchés nationaux et internationaux.

Une activité de pêche artisanale à vocation commerciale se développe alors depuis Côte-de-Fer jusqu'à Anse-à-Pitre et tout particulièrement à l'Est du département où les territoires de pêche sont étendus et faciles d'accès. L'exploitation d'espèces commerciales, plus au large, dans des zones plus exposées à la houle, aux courants et aux vents, a favorisé la modernisation de la flotte artisanale.

Dans la commune d'Anse-à-Pitre qui regroupe le tiers de la capacité de capture départementale, plus de la moitié des embarcations est équipée de moteur

bitation devient difficile entre les pêcheurs qui ciblent les espèces à forte valeur marchande pour les marchés urbains et les pêcheurs qui ciblent les espèces populaires (sardine, hareng et anchois) pour les marchés ruraux.

L'ouverture de marchés extérieurs pour les produits halieutiques, s'est donc traduite par un développement important de la pêche artisanale dans le département du Sud-Est. Cependant, ce développement s'est réalisé dans l'indifférence et sans aucune considération à l'égard des communautés de pêcheurs. Le niveau de pauvreté dans les localités de pêche est en général très élevé, et les pêcheurs artisans le plus souvent marginalisés vivent toujours dans la plus grande précarité. L'absence de services spécifiques à leur profession et le manque cruel d'encadrement administratif et technique font que les pêcheurs, peu organisés, ne sont pas en position de force, et qu'ils entretiennent des relations le plus souvent inéquitables avec leurs partenaires (fournisseurs de matériel, créanciers, mareyeurs,...).

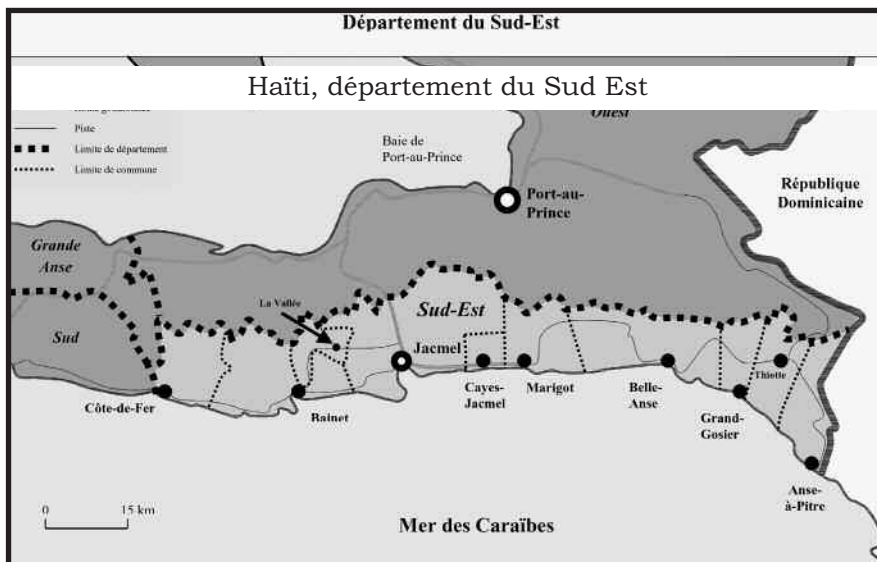
Face à la réduction de la ressource sur le plateau continental, la stratégie adoptée est ...

Sans toutefois sous-estimer les réelles potentialités des eaux du large (thon, marlin, coryphène,...), l'avenir de la pêche artisanale dans le département du Sud-Est repose avant tout sur l'exploitation des ressources halieutiques du plateau continental.

Potentiellement abondantes sur les hauts-fonds coralliens du Sud-Est, les espèces les plus estimées sont facilement accessibles par les pêcheurs artisans et d'un coût d'exploitation abordable. Le prix du carburant est un paramètre à ne pas négliger dans une stratégie de développement des pêcheries. L'expérience dans les Caraïbes montre que les îles ayant mis uniquement sur les eaux du large, ont vu leurs stocks côtiers s'effondrer avec l'augmentation de la capacité de capture, et que les pays tels que la Jamaïque, les Bahamas et Cuba, avec la mise en place de plans de gestion draconiens, tirent actuellement des revenus conséquents de l'exploitation des stocks à forte valeur marchande.

Dans le département du Sud-Est où le plateau continental est relativement vaste comparé aux autres zones de pêche en Haïti, il est nécessaire de trouver un compromis entre renforcement des activités traditionnelles sur les hauts-fonds et développement des pêcheries océaniques.

Les pêcheurs artisans qui démontrent



L'étude-diagnostic réalisée en 2007 dans le Sud-Est d'Haïti, montre une autre réalité de la pêche.

La pêche artisanale est une activité dont les contributions sociales et économiques ont été mésestimées dans le département du Sud-Est. Près de 3300 familles sont impliquées dans cette activité. Elle fait vivre directement 20 000 personnes et indirectement au moins 10 000 personnes, soit au total près de 7% de la population départementale. Du point de vue économique, sa contribution est tout aussi importante. La pêche artisanale génère un chiffre d'affaires annuel supérieur à 5 millions d'euros et les investissements dans les activités de pêche se chiffrent à près de 2,7 millions d'euros.

A partir des années 70, les exportations de langouste et de chair de lambi et la demande croissante des centres urbains en produits à haute valeur marchande vont sortir la pêche artisanale de son isolement.

Ce secteur d'activité s'adapte et se modernise. Les circuits de commerciali-

hors-bord.

Les ressources halieutiques sont abondantes et diversifiées sur les hauts-fonds coralliens du Sud-Est. La pêche artisanale crée de nombreux emplois dans une région où les opportunités sont rares. Elle attire beaucoup de ruraux de l'intérieur des terres.

Cependant, les ressources sont aussi limitées. Dans le contexte de libre exploitation qui prévaut, les stocks stratégiques (langouste, lambi, mérou et vivaneau) s'épuisent peu à peu. Malgré ce constat, l'effort de pêche continue d'augmenter. Plus de nasses et plus de filets sur les hauts-fonds. La sélectivité des engins de pêche diminue. Les pêcheurs ne rejettent plus à la mer les petits poissons et les petites langoustes pris dans leurs pièges. Le maillage des filets est ajusté à la capture de poissons de plus en plus petits afin de compenser la diminution des captures.

La diminution de la ressource halieutique avive les tensions entre les différents métiers. Entre les ligneurs et les fileyeurs, et surtout, entre les activités à vocation commerciale et les activités traditionnelles à la senne de plage. La coha-

de réelles facultés d'adaptation technologique, souffrent plus d'un défaut d'organisation et de formation que d'un manque de moyens techniques.

Plutôt que de redéployer la pêche au-delà du plateau continental dans le cadre de l'installation des dispositifs de concentration du poisson (DCP), il serait nécessaire dans un premier temps de renforcer l'organisation de la pêche artisanale et de reconsidérer le rôle déterminant des marchandes de poisson dans la sécurité alimentaire des populations les plus pauvres. Il faudrait accorder davantage d'attention aux considérations d'ordre social concernant le secteur de la pêche artisanale. La pauvreté, la vulnérabilité et le faible degré de développement social compromettent l'aptitude des pêcheurs artisans à adopter des pratiques responsables et à participer à la cogestion et aux systèmes communautaires de gestion des pêcheries. La stratégie de développement de la pêche artisanale doit s'appuyer sur un programme de sauvegarde des espèces stratégiques (langouste, lambi et poisson coloré) afin de retrouver le potentiel de production dans les eaux côtières et de redéployer l'effort de pêche au large tout en encadrant l'augmentation de la capacité de capture.

Philippe Favrelière



De bien petits poissons sur le marché de Marigot



La pêche dans le département du Sud-Est (en quelques chiffres)

59 lieux de débarquement répartis sur 140 km de côte
1 000 bateaux de pêche dont 300 motorisés
4 800 pêcheurs (ligneurs, caseyeurs, fileyeurs, senneurs et plongeurs)
2 600 marchandes de poisson et une centaine de mareyeurs (ou agences)
2 000 tonnes de captures

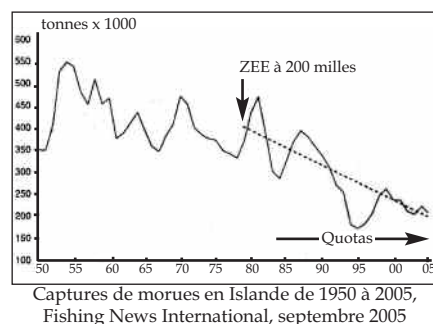
Deux modèles de gestion opposés, l'un marche et l'autre pas

«Je suis toujours d'avis que l'effondrement et les résultats négatifs dans la restauration des stocks de morue sont le résultat d'une réduction de la pression de la pêche et de la pêche sélective visant à protéger les «juvéniles». Le facteur commun à la plupart des stocks gérés est que le poisson est affamé, la croissance est lente, la taille à maturité décroît et les gros poissons disparaissent du stock. Ils demandent plus de nourriture que les petits, ils maigrissent et disparaissent.»

Jon Kristjansson - en introduction à son intervention à Peterhead en février 2006. <http://www.fiski.com/>

«L'instauration de la politique des QIT a eu l'effet d'une bombe»

«La première politique islandaise des quotas de pêche a vu le jour en 1983 et était supposée être une mesure temporaire dont l'objectif était le renouvellement de stocks de poisson estimés en grave récession. Le gouvernement islandais, seul maître d'œuvre d'une politique basée sur des expertises biologiques et des modèles économétriques, a décidé de reconduire les quotas pour finalement déclarer leur permanence nécessaire au renouvellement des ressources. En 1991, afin de «dégraisser la flotte» et de régler des problèmes persistants de surcapacité, le Ministère des Pêches a décidé de mettre au point un système de quotas de pêche cessibles, divisibles et transférables. Les ressources marines étaient privatisées : de nombreux pêcheurs déclarent qu'«il est devenu possible de vendre le poisson non encore pêché» et «d'en faire commerce.» Depuis plus de vingt ans d'application d'un régime de gestion des ressources particulièrement instable, de nature profondément expérimentale et dont les résultats se sont avérés peu satisfaisants sur les plans écologiques, économiques et sociaux, les propriétaires d'embarcations n'ont eu de cesse de composer avec les mesures gouvernementales. Ils ont anticipé les effets de celles-ci en apportant des réponses qui ont parfois surpris et compliqué la tâche des politiques du Ministère des Pêches.»



«Il n'y a rien de plus immoral que les QIT»

«Les pêcheurs ne savent pas si les politiques du gouvernement vont ou non être reconduites. Ils n'ont aucune visibilité à long terme. **«Ils ont les pieds dans le vide».**»

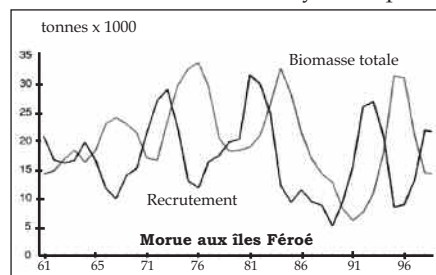
Actuellement, les grosses compagnies rachètent les quotas de la petite flotte un peu partout en Islande et créent leur propre flotte de petites embarcations avec des pêcheurs qui travaillent pour eux.

De plus en plus, les propriétaires d'embarcations vendent leurs quotas, d'une part parce que les quotas augmentent et qu'ils se font ainsi un capital, d'autre part à cause des dettes accumulées. Chaque année les TACs diminuent et les entreprises sont de moins en moins rentables, cela devient intenable. Enfin, les pêcheurs ont l'habitude de travailler ensemble sur les zones de pêche, en mer ils sont toujours pendus au téléphone. Quand ils se retrouvent seuls sur la zone de pêche parce que les autres ont vendu et sont partis, ils n'ont plus leurs repères.

La politique des quotas a généré de nombreuses transformations. Les QIT ont accentué l'exode vers les villes et la désertification des villages. Ils ont détruit les liens qui existaient à l'intérieur des villages à force de compétition. Ils ont donné naissance à une classe de rentiers (suite à la vente de quotas) qui s'est enrichie sur le dos de "nos poissons". Les Islandais disent qu'ils en sont arrivés à vendre le poisson qui est encore dans la mer. C'est une privatisation déguisée de la ressource. Il faut pêcher le quota avant de pouvoir pêcher le poisson, c'est tout un monde financier à appréhender.»

Emilie Mariat-Roy, «Les mardis de la Thalassa», Lorient, 9/09/2008

Islandais, Jon Kristjansson n'a jamais pu se faire entendre dans son pays, mais les îles voisines des Féroé ont fait appel à lui quand elles ont eu à faire face à un effondrement des captures de morues de 88 à 95. Cet effondrement correspond à la mise en oeuvre d'une gestion par TAC et quotas. Jon Kristjansson conseille l'abandon de ce système pour



Variations de la biomasse et du recrutement aux îles Féroé, Fishing News International, septembre 2005

une gestion basée sur des jours de mer et des mesures de gestion territoriale (restriction des zones chalutables, etc...). Aucun quota n'est fixé, les mesures sont ajustées en permanence en fonction de l'évolution des débarquements. Il n'y a pas d'interdiction de pêcher la morue si elle est peu abondante alors que l'églefin abonde. Pour Jon Kristjansson et son ami Menakhem Ben-Yami, ce qui est déterminant, ce n'est pas le nombre de géniteurs, mais l'alimentation disponible. La poursuite de la pêche à l'églefin, comme de morues juvéniles, permet de réserver plus de nourriture aux juvéniles survivants. Ceci leur permet de grossir plus vite, d'être plus gros lorsqu'ils atteignent la maturité sexuelle et donc d'être de meilleurs géniteurs. La sélectivité à outrance et la surprotection des juvéniles a deux défauts majeurs. Elle cible la pêche sur les gros sujets, éliminant les meilleurs géniteurs, elle protège des juvéniles qui se concurrencent pour la nourriture disponible et s'affaiblissent. Il faut donc renoncer à établir des quotas dans ce cas, ils sont contreproductifs.

Ben-Yami et Kristjansson ne manquent pas d'arguments et la réussite de la gestion de la morue et de la pêche aux Féroé témoigne en leur faveur. Ils ont appliqué leurs analyses à la mer du



Arthur Bogasson, président des pêcheurs-artisans

Nord et à la mer d'Irlande où ils ont constaté les mêmes effets désastreux de la gestion par TAC et quotas. Un rapport récent publié par l'Université de Californie en avril 2008 vient conforter leur analyse : «La pêche, normalement, capture les individus les plus vieux, les plus gros des espèces cibles et les règlements imposent souvent des tailles minimales pour protéger les individus les plus jeunes et les plus petits. Ce type de réglementation est tout à fait erroné.» Pr. Sugika (FN, 25 avril 2008).

Les pêcheurs français, actuellement contraints de rejeter les jeunes morues qu'ils pêchent en abondance, peuvent être intéressés par ces approches apparemment peu orthodoxes mais tout à fait scientifiques.

Alain Le Sann et Fanny Brun

Il n'y a pas trop de pêcheurs en France pour mettre en œuvre une pêche durable

Pour les médias, les choses sont simples et exprimées crûment dans «Rue 89. Com» : **«C'est simple, il faut faire face à l'inévitable vérité : si on pêche trop, c'est qu'il y a trop de pêcheurs. Il faut le dire ouvertement : la pêche française est destructrice. Les 300 millions du gouvernement ne devraient pas servir à mettre un pansement sur un cancer, mais bien à pousser une bonne partie de la profession à se reconvertir.»** (27 mai 2008).

Que tout cela est simple vu de Strasbourg. La pêche est assimilée à un cancer. Si on y ajoute deux livres récents, «Surpêche» de Charles Clover publié par le WWF et «Une mer sans poisson» de Philippe Cury et Yves Miserey, le terrain est bien dégagé pour imposer les solutions proposées aux pêcheurs. Il faut donc reconvertir une bonne partie des pêcheurs et «restructurer».

Pour Ch Clover, le WWF (sauf en France) et la majorité des ONG environnementalistes, il faut mettre en place des quotas individuels transférables (QIT) et supprimer toutes les subventions comme le veut l'organisation mondiale du commerce (OMC). Ph Cury, même s'il reconnaît que les pêcheurs japonais gèrent bien la zone côtière ne voit guère d'autres exemples et il mise plutôt sur le développement des réserves et une approche écosystémique appuyée sur les scientifiques.

Des pêcheurs incapables de gestion responsable ?

Les deux ouvrages sont remarquables par la qualité des informations qui fondent l'analyse de la crise, mais ils ont

en commun une vision unilatérale de la pêche comme destructrice et des pêcheurs incapables d'une gestion responsable. Face aux crises environnementales, c'est une constante historique d'attribuer aux plus faibles la responsabilité des catastrophes.

Ainsi se prépare le terrain pour les écarter et imposer de nouveaux gestionnaires de biens communs en niant les droits des occupants. Aujourd'hui, ces forces, souvent associées, notamment aux États-Unis par le jeu des fondations, sont les grandes ONG environnementalistes et les grandes entreprises.

Les premières prennent en main la gestion des espaces marins au nom de la défense de la biodiversité et de l'urgence écologique, en créant des réserves marines. Dans les pays du Sud, où l'État est faible et sans moyen, elles gèrent les réserves en marginalisant les pêcheurs, même quand elles prétendent les associer. C'est ce que montrent les analyses réalisées par le Collectif international d'appui aux travailleurs de la pêche (CSF) dans plusieurs pays.

Négociations confidentielles

Les associations peuvent acheter des espaces marins avec l'argent des multinationales. Ainsi TNC, (The Nature Conservancy) une puissante ONG américaine, gère 100 réserves marines, avec des fonds considérables. De leur côté, les forces libérales, appuyées par la majorité des ONG environnementalistes, prônent la généralisation des QIT.

L'assaut final est mené à l'OMC, dans des négociations confidentielles, pour éliminer les subventions, dans une approche exclusivement libérale. Désormais, ce sont des organismes comme la



Port de Keroman, Lorient, photo Fanny Brun, 2008

CBD (Convention sur la biodiversité) ou l'OMC qui déterminent l'avenir de la pêche. Les pêcheurs sont absents tandis que les ONG environnementalistes sont très présentes. La PCP est marquée par ces influences et tend à aligner sa politique sur ces approches écolo-libérales.

Critiquer les enquêtes à charge contre les pêcheurs ne veut pas dire nier la gravité de la crise. L'effondrement de la pêche industrielle en Bretagne est là pour le rappeler, tandis que les débarquements des artisans sont en baisse (sauf exceptions comme langoustines ou coquilles). Des stocks entiers ont été mis à mal par les industriels comme par les artisans et dans le monde entier. Mais ces analyses à charge aboutissent à nier toute capacité des pêcheurs à prendre en main collectivement la gestion des ressources et donc à la transférer aux écologistes et aux scientifiques.

Cette mise en cause de la pêche, dans sa globalité et sa finalité comme destructrice en soi, fait également l'impasse sur la complexité des facteurs de dégradation de la ressource comme de la crise de la pêche. Des études viennent de montrer l'importance des pollutions véhiculées par les fleuves. Des déserts se créent au large des estuaires et des deltas.

L'impact de ces phénomènes est sans doute sous-estimé car on connaît mal la situation d'avant la pollution. En étudiant l'histoire des pêches, on est étonné de la richesse passée des pêches côtières et estuariennes, malgré des pratiques destructrices comme les pêcheries fixes piégeant les juvéniles. Si les saumons, les anguilles et les esturgeons ont disparu de nos rivières, les modifications du milieu ont joué un rôle aussi important que la pêche.

Le troisième facteur de la crise se situe dans les modifications climatiques qui perturbent le cycle de reproduction de nombreuses espèces (morues, anchois, etc...).

Les pêcheurs ont leur part de res-

ponsabilité dans la crise. Ils n'ont eu de cesse d'élargir leur champ d'action, d'investir pour accéder à de nouvelles ressources quand ils en avaient épuisé une. Ils savent qu'aujourd'hui, cette stratégie est impossible, il n'y a plus d'Eldorado à espérer, la seule voie est dans la gestion des zones et des ressources connues, avec des investissements maîtrisés.

Il faut s'appuyer sur cette prise de conscience et les initiatives qui en découlent pour mener à bien des programmes de restauration, les accompagner, les élargir. On peut aussi s'inspirer de l'expérience des pêcheurs qui ont toujours cherché à préserver les ressources. Les exemples existent partout, des coopératives japonaises aux prud'homies méditerranéennes, des côtes d'Indonésie au Chili.

Moins de bateaux, Plus de capacités

Il y a enfin des initiatives pour faire face à la crise et, en Bretagne, elles sont nombreuses : coquille St Jacques, baie de Granville, ligneurs, langoustines, etc... La clé de la réussite est dans la capacité d'organisation, elle n'est pas spontanée, elle s'appuie sur des catalyseurs, des passeurs d'innovation culturelle et pas seulement technique, un espoir dans le futur, des scientifiques et la stimulation des écologistes. Elle est facilitée par l'homogénéité des structures, que les Canadiens appellent séparation des flottilles, pour ne pas mêler industriels et artisans aux logiques différentes.

Contrairement à ce qu'affirment ses procureurs, la pêche n'est pas toujours destructrice, les pêcheurs peuvent se montrer gestionnaires. Pour les mobiliser sur cet objectif, attirer de jeunes pêcheurs, il faut autre chose que des promesses de reconversion, il faut garantir collectivement un avenir. Sinon la course individuelle au surinvestissement se poursuit dans l'espoir de survivre aux dépens du voisin.

Cette stratégie, menée depuis vingt ans par la PCP, aboutit à une impasse : il y a moins de pêcheurs, moins de bateaux, mais plus de capacités de pêche, les ressources sont toujours surexploitées. Il n'y a pas trop de pêcheurs, mais trop de capacité de pêche.

La solution se trouve dans un effort de pêche moindre, plus efficace sur des ressources restaurées, avec des pêcheurs rassurés sur leur avenir et donc mobilisables. La PCP conduit à la concentration de l'effort sur moins de bateaux, regroupés dans des armements de type industriel, avec des pêcheurs salariés souvent migrants (il y a par exemple 700 pêcheurs philippins en Ecosse) et mal intégrés dans des communautés déstructurées. La généralisation des QIT viendra couronner le tout sans aucune garantie de réussite sur des pêcheries multispécifiques.

Par ailleurs, la crise ne se limite pas aux ressources ou au carburant, les conditions de travail, les modes de consommation, les marchés et les prix sont aussi importants. Que faire d'une ressource restaurée si les prix sont effondrés, face à une concurrence impitoyable : la lotte chinoise congelée deux ans à 4 euros le kg ou la nouvelle aquaculture tropicale ?

Pour sauver la pêche, il faut une approche globale, complexe, adaptative, qui ne peut se construire sans les pêcheurs. C'est ce que recommande l'écologiste radical François Terrasson : **«Tant qu'il y aura des êtres humains sur la planète Terre, on ne pourra pas protéger la nature contre l'homme, mais seulement avec lui, en collaboration avec lui, grâce à lui ! C'est embêtant, mais c'est comme ça».**

Alain le Sann

Paru dans Le Marin du 5 septembre 2008

Le Collectif **Pêche et Développement** est une organisation indépendante qui a pour but la promotion des échanges entre pêcheurs et travailleurs de la pêche du Nord et du Sud, l'information sur le développement dans la pêche et l'aquaculture.

Pêche & Développement est tiré à 600 exemplaires. Beaucoup de nos lecteurs habitent les pays du Sud (Asie, Afrique, Amérique latine). Ces envois hors Europe représentent un surcoût très important. L'échange d'informations avec le Sud étant un objectif prioritaire, nous demandons à nos lecteurs des Pays du Nord de souscrire un abonnement. Ce bulletin est co-édité par le Collectif et le CRISLA. Seul l'éditorial exprime le point de vue du Collectif, les articles signés n'engagent que leur auteur.

Bulletin d'abonnement

Nom / Organisation : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an (4 numéros) : ordinaire 12€, soutien 18€
Chèque à l'ordre du CRISLA, à retourner à Pêche et Développement c/o CRISLA
1, avenue de la Marne 56100 LORIENT, France - tél CRISLA : 02 97 64 64 32 - e.mail : crisla@ritimo.org
Tél Collectif : 02 97 84 05 87 - fax : 02 97 64 64 32 - e.mail : peche.dev@wanadoo.fr
site Internet : <http://www.peche-dev.org> ISSN 1283-6885

COMITE DE REDACTION

Fanny Brun, Danièle Le Sauce,
Mustapha El Kettab, Philippe
Favrelière, Christian Le Meut,
Joël Padellec, Alain Le Sann,
Ana Toupin

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Alain Le Sann

MISE EN PAGE

Fanny Brun

IMPRESSION

Objectif repro

Le CRISLA bénéficie d'un appui
du Ministère des Affaires étrangères
dans le cadre du réseau RITIMO